



**Erika Schnyder, syndique  
Commune de Villars-sur-Glâne  
1752 Villars-sur-Glâne**

**Le mot de la syndique  
(Vingt-septième billet, avril 2013)**

Chères habitantes et Chers habitants de notre belle commune,

Le maître mot de ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle est « TRANSPARENCE ».

Fini les vilaines habitudes du secret : tout, absolument tout doit se savoir, se dire, s'exprimer, se partager, se montrer : depuis les bagatelles de la vie personnelle jusqu'aux affaires de l'Etat, chacun doit tout savoir sur tout.

Au nom de cette sacro-sainte transparence, la génération exhibition ne se prive pas d'afficher sur les multiples réseaux sociaux, accessibles à ses « amis » (mais aussi aux « amis » des « amis » des « amis »....) ses plus intimes affaires. Rien n'est épargné entre détails scatologiques, niaiseries et fadaises diverses et variées, en passant par des informations très personnelles, le tout agrémenté de photos, parfois très explicites, ainsi que les inévitables commentaires où chaque internaute y va de tout son cœur dans un déferlement d'inepties, mais aussi de frustrations déchaînées sur une victime certes consentante, mais inconsciemment expiatoire. A noter que cette tendance n'a toutefois pas que des désavantages car bien des parents en profitent pour suivre incognito les prouesses de leurs rejetons.

Au nom de la transparence, on exige de la collectivité publique qu'elle rende accessibles à tout un chacun tous ses documents de travail et autres supports qui servent à son action. Conséquence : jamais les procès-verbaux de séances n'ont été aussi dépouillés, rendant parfois impossible de retrouver la genèse d'une décision et rendant encore plus opaque l'activité de l'administration. Certes les actions du politique et de l'administration doivent être limpides, transparentes et ouvertes, elles doivent privilégier l'information et la proximité avec le citoyen, mais sans verser dans les extrêmes liés à la méfiance et la suspicion qui justifient que n'importe quel pékin mette son nez dans n'importe quelle affaire.

Au nom de la transparence, on exige des politiciens qu'ils se mettent à nu, qu'ils exhibent leur situation personnelle, financière, familiale, sanitaire, qu'ils justifient leurs moindres faits et gestes et surtout qu'ils s'exposent sur les réseaux sociaux, à l'instar de

leurs concitoyens. S'il est évident que chaque politicien doit faire connaître son parcours, annoncer ses intérêts et que les rétributions qu'il touche du fait de ses mandats soient publiées, car il n'est que normal de connaître les personnes que l'on élit et les indemnités qu'elles perçoivent pour ces tâches, en revanche, tout politicien a droit au respect de sa vie privée au même titre que chacun des citoyens. Ainsi, un politicien peut et doit être tenu de s'expliquer sur ses actions publiques, sur les positions qu'il défend et sur ses idées, mais l'on ne saurait exiger de lui qu'il détaille l'origine de sa fortune, qu'il explique son bilan médical ou qu'il s'excuse publiquement de la dernière bêtise faite par son fils. Encore une fois, il n'est pas question d'étouffer des « affaires » et autant un politicien pris, par exemple, en état d'ébriété au volant ou convaincu d'utilisation de fonds publics pour son usage personnel doit assumer publiquement ces actes ; en revanche, cela ne regarde personne de savoir quand il a fêté son anniversaire et avec qui.

Au nom de la transparence, on impose aux entreprises et aux particuliers une kyrielle de normes, de réglementations, de démarches qualité et autres iso, aussi lourdes, chères et inutiles, dont les avantages ne profitent qu'aux multiples consultants qui les gèrent ou les génèrent. Encore une fois, entre laxisme et sur-règlementation il y a une marge dont le bon sens devrait se satisfaire.

En fin de compte, quelle leçon tirer de tout cela ?

Alors que la soi-disant transparence devrait permettre au citoyen lambda d'être le plus au fait de chaque détail de la vie courante, dans la réalité jamais les choses n'auront été aussi obscures. C'est avec un incroyable aplomb que l'on nous ment ou que l'on nous trompe. En politique d'abord : tels politiciens, chancres de la morale qui combattent vertement l'évasion fiscale alors qu'ils y ont eu eux-mêmes recours ; tels autres qui ont acheté des voix, détourné des fonds publics, favorisé leurs affaires ou leurs proches, grâce à leur position, et j'en passe. Ensuite, au niveau des produits de consommation, avec la tromperie sur les détails des marchandises et l'impossibilité de traçabilité de leur provenance et de leur contenu. A l'échelle des services, où l'apostille d'une certification n'est bien souvent pas gage de fiabilité et de qualité – et de loin pas. Dans la vie spirituelle, sportive ou éducative, avec les abus commis sur les enfants, les adolescents, les marginaux, les dépendants par des personnes chargées de les encadrer. Et les exemples peuvent se multiplier.

Bien sûr, tout finit par se savoir, les tromperies font surface, les abus sont dénoncés, mais souvent trop tardivement, une fois que le mal est fait. Tout cela donne ensuite un tohu-bohu dans la presse, soulève des vagues d'indignation, des déclenchements de protestations sur les réseaux sociaux, des manifestations de colère et autres agitations, pour ensuite finir par sombrer dans l'oubli et recommencer de plus belle. Et ainsi de suite.

Transparence, vous avez dit transparence : du coup, je tombe le chapeau !

Erika Schnyder, syndique